

ORLEANS DANS LA TOURMENTE

Les tragiques journées de juin 1940

154

Juin 1940 - Mois tragique pour la France tout entière, plus tragique encore pour quelques villes comme la nôtre. Tous nous Gardons l'angoisse de ces épouvantables journées où s'accumulèrent les ruines, où le sang ruisselait sur notre terre.

Au moment où nous commençons à panser nos blessures, à ramener la vie dans notre pauvre cité, il nous a paru utile de rappeler dans ce journal, - qui en paraissant le 1er juillet fut une des premières manifestations de la reprise de la vie orléanaise, - les douloureuses étapes de ces journées du 15 au 25 juin.

Il ne s'agit, bien entendu, ni d'établir un palmarès des admirables dévouements qui se manifestèrent parmi les rares Orléanais demeurés dans la ville, ni de rechercher des responsabilités. Nous voulons simplement, en toute objectivité, relater ces tragiques événements d'après les récits de ceux qui en furent les témoins.

Le jeudi 13 juin paraissait le dernier numéro du "Républicain" imprimé sur les presses de la rue Royale. Déjà d'immenses cortèges de réfugiés encombraient les routes depuis plusieurs jours, passaient en colonnes ininterrompues par la rue Royale pour gagner le pont.

Le vendredi 14, dès le matin, l'affluence était encore plus grande, et les mauvaises nouvelles se succédaient.

Après les réfugiés de l'Aisne et des Ardennes ceux des régions plus proches de la nôtre, de Paris, de l'Eure-et-Loire passaient à leur tour et la panique commençait à gagner. Déjà de nombreux Orléanais étaient partis.

Le courrier du matin n'arriva pas, les communications téléphoniques interurbaines furent interrompues par l'autorité militaire. La confection du journal était impossible. A 10 heures nous devions annoncer qu'en raison des événements la publication du Républicain était interrompue.

De toutes parts, on chargeait des autos et des charrettes et de nombreux Orléanais, se joignant au cortège des réfugiés, quittaient la ville. Des soldats, la plupart sans armes; provenant des dépôts et des différents services de l'arrière, se mêlaient aux civils. Sur les ponts, on avait préparé des tranchées pour poser les explosifs qui devaient les détruire. On ne parlait que de résistance sur la Loire. "Il faut passer les ponts au plus vite, gagner la Sologne pour ne pas être pris sous les feux des deux armées", cette phrase revenait dans toutes les conversations.

Cependant depuis le 6 juin, date à laquelle les bombes étaient tombées sur le quartier des Murlins, la ville n'avait pas été directement menacée. Mais le recul de nos troupes faisait prévoir de prochaines attaques aériennes.

La journée s'acheva dans la fièvre, sans cependant que les avions apparurent dans le ciel. Presque toutes les troupes stationnées dans la ville avaient reçu l'ordre de passer les ponts dans la soirée. Seuls les services de sécurité restaient à leur poste. La police continuait son service et une permanence était installée au commissariat de l'avenue Dauphine tout en laissant subsister le poste de l'Hotel de Ville. De nombreux Orléanais ne disposant pas de moyens de transport personnels étaient demeurés chez eux, les trains ne fonctionnant plus la gare était fermée depuis le 12 juin pour les civils. D'ailleurs aucun ordre d'évacuation n'avait été donné.

Sur les places s'amassaient les autos des réfugiés, en panne d'essence. Pendant toute la première partie de la nuit le défilé des voitures et des convois militaires continua dans les grandes artères. Il fallait des heures pour traverser la ville dans cet encombrement.

Soudain, à 2 h. 55, le samedi matin, le bruit des moteurs d'avions était entendu dans le ciel, et, presque aussitôt un chapelet de bombes tombait sur le centre de la ville.

Le Select Cinéma et les maisons voisines s'écroulaient, et les flammes s'élevaient des décombres.

Il n'y avait plus de batteries de D.C.A. au nord de la ville. Seules, des mitrailleuses étaient postées à l'extrémité sud du pont Royal. On les entendait crépiter et les aviateurs ripostèrent. De nouveaux éclatements de bombes se produisirent sur la rive gauche de la Loire, puis les avions revenaient survolant la ville.

Une grosse torpille tombait quelques secondes après dans un fracas effroyable et détruisait le garage Pousse, faubourg Bannier et une partie de l'Hotel Saint-Aignan.

Les avions s'éloignaient peu après.

Les pompiers et les soldats de la défense passive arrivaient bientôt pour combattre le sinistre.

Au jour, un terrible spectacle s'offrait rue Bannier.

Des voitures passant sur la route avaient été ensevelies sous les décombres. On conduisait des blessés à l'Hopital, on relevait des morts. D'autres, plus nombreux restaient sous les ruines des maisons.

Rue de la République, place du Martroi, les vitres et les glaces des magasins étaient brisées. Des débris de verre s'entassaient sur tous les trottoirs.

Ce bombardement, l'annonce que les bureaux de la mairie ne seraient pas ouverts, le départ de la plupart des services militaires demeurés encore dans la ville, engageaient les Orléanais à fuir.

D s le matin, des femmes des enfants, des vieillards, à pied, à bicyclette, traînant des charrettes à bras, des voitures d'enfants emportant quelques hardes, quelques précieux souvenirs, ou simplement un chat ou une cage à serins, gagnaient les ponts de la Loire. Le plus lamentable et le plus douloureux cortège se formait sur les routes de Sologne encombrées déjà des convois et de troupes de soldats sans chefs et sans armes partant au hasard vers le sud.

Orléans, commençait, à vivre les heures les plus tragiques et les plus douloureuses de son histoire.

Les bombardements et les incendies des 15 et 16 juin.

Cette journée du samedi 15 juin, pendant laquelle devait, hélas, s'affirmer notre défaite, qui fut la dernière avant l'occupation, reste gravée dans la mémoire de ceux qui la vécurent à Orléans.

La rue Bannier brûlait et il ne fallait guère songer à limiter le sinistre.

Des femmes dont les maris étaient aux armées, cherchaient à protéger leurs enfants en fuyant, affolées sur la rive gauche de la Loire. Les convois militaires, pêle-mêle avec les réfugiés encombraient les routes. On croyait encore à la bataille sur la Loire, on s'attendait d'un moment à l'autre à voir s'écrouler les trois ponts.

Le passage sur la rive gauche apparaissait comme une suprême chance de salut.

Les réfugiés de la région parisienne affluaient et, déjà, hélas, le pillage des magasins, dont les vitres avaient été brisées par les bombardements de la nuit commençait. La plupart des services publics ne fonctionnaient plus. Une partie du personnel de la Prefecture et de la mairie attendait l'évacuation au Jardin des Plantes. La Trésorerie générale était installée Avenue Dauphine. Les militaires passaient par ordre, sur la rive gauche de la Loire et seuls quelques services demeuraient dans les locaux de l'Etat-Major pour sauver des archives et quitter définitivement l'immeuble vers 15 heures.

Les agents de police en âge d'être mobilisés, recevaient l'ordre de se rendre à Châteauroux par leurs propres moyens. Ceux qui étaient dégagés d'obligations militaires, ainsi que

M. Frélicot, ainsi que les trois commissaires Egle, Anzemberger et Rossignol (qui eux-mêmes étaient encore mobilisables) demeurèrent en service. M. Frélicot organisait des permanences au commissariat de l'Avenue Dauphine, à l'hôpital du Couasnon et maintenait quelques hommes au commissariat central et dans les différents postes.

Des rondes étaient organisées dans toute la ville par les commissaires et les agents, et des pillards, pour la plupart étrangers à la ville, furent appréhendés. On devait les relâcher le lendemain, aucune poursuite étant possible.

Pendant toute la matinée et une partie de l'après-midi l'exode continue sans cependant qu'Orléans eut à subir un nouveau bombardement. Vers 16 heures les avions reparaisaient dans le ciel. Des bombes tombaient dans la Loire autour du pont George V et sur quelques maisons avoisinant les quais. Peu après, des grosses torpilles atteignaient les magasins Ramirez, rue Royale, et les maisons voisines. Les façades s'écroulaient sur les convois militaires, le feu commençait à gagner les magasins du Coin-Maugars et les maisons de la rue de Bourgogne d'une part et s'étendait vers le Républicain d'autre part. Une bombe tomba sur un local inoccupé de l'Hôpital et sur différents immeubles. Place Sainte-Croix, deux grands entonnoirs étaient creusés devant la cathédrale sans heureusement que le monument fut atteint.

La panique augmentait. La rue Royale était complètement bouchée et les convois militaires devaient emprunter les rues parallèles.

Le soir, les bombardements recommençaient. Un convoi d'artillerie est engagé dans la rue du Cheval-Rouge, les avions, qu'aucune force de D.C.A. ne gênent plus, descendent très bas et bombardent le quartier. Le bas de la rue du Cheval-Rouge, le quai Barentin, sont en partie en ruines et l'incendie s'élève de toutes parts.

Toute la nuit les bombardements recommencent, se succéderont. Il y a des morts et des blessés en grand nombre.

Et toujours des réfugiés et des convois militaires affluent pour traverser les ponts.

Aucun témoin ne peut plus dire quel fut le nombre des attaques aériennes pendant cette nuit du samedi et la matinée du dimanche, ni à quel moment tel ou tel quartier aujourd'hui en ruines, fut atteint. Les maisons étaient vides pour la plupart, mais le flot incessant des militaires et des réfugiés continuait à déferler sur la ville pour s'écouler péniblement par les ponts.

La rue Royale brûlait, l'incendie s'étendait rue du Cheval-Rouge et dans différents quartiers. Ralentis rue Bannier, il reprenait avec plus de force, les pompiers se jugeant impuissants à le combattre avaient abandonné la place.

Les conduites d'eau crevées par des bombes inondaient certaines chaussées.

Le commissaire central, un commissaire et un inspecteur avaient été blessés dans un accident d'auto. Dans la nuit le maire d'Orléans revenu au commissariat de l'avenue Dauphine donna l'ordre de faire passer sur la rive gauche les agents demeurés en ville.

Le dimanche matin, la situation apparaissait plus critique encore. Mais les avions passant très haut, semblaient maintenant dédaigner la ville. Cependant, à 10 h. 30, ils lancèrent de nouvelles bombes autour des ponts vers les rues des Turcies et des Charretiers, puis c'est encore un calme relatif.

Vers 15 heures, un fracas effroyable est entendu vers la Loire. Les ponts ont sauté.

Au pont Royal seule une arche de la partie nord est tombée dans le fleuve. Pour le Nouveau Pont, c'est un désastre.

Des militaires et des réfugiés - certains disent une centaine, d'autres cinq ou six cents ; sera-t-il jamais facile d'en connaître le nombre ? - tentaient encore de passer. Le pont était construit de telle façon que les arches s'appuyaient les unes sur les autres. La destruction de l'une d'entre elles entraîna la chute de tout l'ouvrage. Des pierres

projetés en l'air retombaient dans le fleuve et le courant les entraînait au loin. Une auto resta accrochée sur une pile. Un cadavre était dedans et quatre ou cinq personnes plus ou moins blessées se cramponnaient aux pierres. Elles furent sauvées de longues heures après par un prêtre suisse hébergé à l'Hôpital et par des soldats allemands.

Seul le pont de Vierzon demeurait debout, nous verrons comment. Au moment où les ponts sautaient coupant les communications avec le sud et privant la ville d'eau, les grandes canalisations passant sur le pont George V, les premiers détachements allemands arrivaient à Orléans par le faubourg Bourgoigne.

Un centre de vie dans une ville morte :
L'Hôpital.

Au moment où les ponts sautaient Orléans était déjà une ville morte. Non point qu'il y eut plus une âme qui vive dans le centre, où passaient encore de nombreux réfugiés et des soldats de toutes les armes confondus dans la déroute, mais la plupart des Orléanais avaient quitté la ville. Les services publics ne fonctionnaient plus il ne restait que quelques très rares commerçants dans les quartiers épargnés par les bombardements et les incendies.

Un seul centre restait actif, et Dieu sait si l'on en eut besoin. Ce fut l'Hôpital.

Ceux qui plus tard voudront decerner des éloges pourront confondre dans la même admiration le dévouement des quelques médecins, des internes, des fonctionnaires et de toute la congrégation religieuse demeurés à leurs postes.

Dès le vendredi 14 l'hôpital militaire était évacué vers Chateauroux. Le directeur des Hospices, mobilisé n'était pas autorisé à rester et devait suivre le sort de sa formation militaire.

Le samedi, dès l'aube, on apporta des blessés, atteints par les bombes tombées rue Bannier et à l'entrée du faubourg Bannier.

On apprenait en même temps le passage de la plupart des services publics sur la rive gauche de la Loire.

Une partie du personnel des Hospices ayant reçu un acompte s'en va à son tour et seuls des volontaires restent dans l'établissement. Il y a deux chefs de service : M. Lebrun, économe et Oger chef de bureau du mouvement. Avec quelques employés ils assureront la vie matérielle de cette vaste organisation.

Les deux aumôniers et toutes les religieuses sont à leurs postes. Deux médecins militaires, le médecin capitaine Guelfey et le médecin lieutenant Rousseau (de Chateaufort-sur-Loire) un chirurgien civil : le docteur Derouette et quelques internes sont seuls restés, du personnel médical. Une tâche énorme les attend.

Le bombardement continua jusqu'au lendemain avec la violence que nous avons dite.

Mais les blessés affluent à l'hôpital.

Des ambulances, des voitures de toutes sortes se succèdent sans interruption, amenant des femmes, des enfants, des hommes, civils et militaires confondus, couverts de sang, ramassés sur la route ou dans la ville après les bombardements. Il y a déjà des morts. D'autres vont succomber à leurs blessures.

La consultation, les couloirs sont encombrés de brancards. Une immense plainte s'élève que couvre le fracas des éclatements proches.

La nuit est venue rendant le spectacle plus tragique encore. Sans perdre un moment de repos, sans pouvoir s'arrêter pour manger les trois médecins opèrent sans arrêt. L'électricité est coupée, et c'est à la lueur des bougies que continue la terrible besogne, pendant que les bombes éclatent toujours.

Il faut porter tous ces malheureux dans les salles d'opération. Les reconduire dans leurs lits et les soigner. Les soeurs les aident, les infirmières les soignent.

les reconduire dans leurs lits. Il n'y a que quelques infirmiers. Les soeurs, les aumôniers, quittant un instant les mourants qui les appellent, les chefs de service demeurés à leur poste font de dur service.

Il faut aussi évacuer les morts, de plus en plus nombreux. Combien de plaies furent pansées ? Combien de membres déchiquetés furent amputés ? Nul ne peut le dire. Le sang ruisselle de toutes parts inondant les blouses des religieuses et des médecins. Et toujours de nouveaux blessés arrivent, de nouvelles souffrances implorent un soulagement.

Des femmes ont été amenées à la maternité et toute la nuit la maîtresse sage-femme et ses aides doivent leur donner des soins. Dehors c'est toujours la nuit trouée des immenses lueurs des incendies.

L'aube amène un peu de calme. Les bombardements ont cessé, mais la nuit a été terrible pour les nerfs de ceux qui l'ont vécue. Quelques défections ont lieu le matin. Mais les deux médecins militaires MM. Lebrun et Oger, les abbés Rocher et Ménard, toutes les religieuses et quelques employés tiennent bon.

En dépit de la nuit blanche qu'ils viennent de passer, ils continuent leur travail. Les bombardements de 10 h. 30 et de 13 h. 30 ne les arrêterent pas, pas plus que les canons que l'on entend tonner au début de l'après-midi ni l'éclatement des mines faisant sauter les ponts.

Vers seize heures, un détachement motorisé allemand apparaît rue Porte-Madeleine. Un sous-officier et quelques hommes entrent dans l'hôpital où M. Lebrun les reçoit. Ils le rassurent tout de suite sur le sort des malades et du personnel. Le sous-officier s'enquiert du nombre de militaires présents et promet de faire part au commandement des difficultés de ravitaillement pour l'établissement et de l'impossibilité de ravitailler les hôpitaux auxiliaires de l'Herveline et du sanatorium de Chécy.

Un peu plus tard, quatre officiers du service de santé et quelques infirmiers arrivent en auto. Ils sont reçus par le lieutenant-médecin Rousseau. Un lieutenant allemand blessé était soigné à l'hôpital. Ils lui rendent visite. Celui-ci tient à dire à ses compatriotes qu'il fut parfaitement traité et le chef du détachement remercie les services hospitaliers. Les officiers allemands saluent les religieuses et ne cachent pas leur admiration pour leur attitude courageuse et leur dévouement.

Les bombardements aériens étaient terminés, et l'on n'entendait plus que le canon tirant au-dessus de la Loire, des hauteurs de Saint-Jean-de-Braye.

Des tâches difficiles restaient à accomplir. Quarante-dix-dix-sept morts gisaient dans les locaux de l'hôpital. Les pompes funèbres étaient fermées, il fallut enterrer les cadavres dans le petit jardin de la fondation Dubreuil. Mère Saint-Louis de Gonzague dirigea ce pénible ouvrage, identifiant les morts.

L'eau était coupée ainsi que le gaz et l'électricité. Le ravitaillement et le blanchissage étaient presque impossibles. Nous verrons comment l'hôpital put "tenir" pendant les journées qui allaient suivre.

Les troupes allemandes arrivent par le faubourg Bourgogne

Le dimanche 16 juin, au début de l'après-midi, les premiers détachements allemands arrivaient à Orléans par le faubourg Bourgogne. Aucun combat terrestre n'avait eu lieu et ce fut une énorme surprise pour tous ceux qui étaient encore dans la ville de voir apparaître un adversaire qu'on croyait encore très loin.

Un de nos concitoyens qui assista à l'entrée en ville des premiers éléments allemands : M. le chanoine Chapuis, économiste du pensionnat Saint-Euverte, a bien voulu nous raconter ses souvenirs.

Aussitôt après le bombardement de 13 h. 30, M. Chapuis accompagné de M. Rosier professeur d'anglais à Saint-Euverte, s'était rendu devant le square Charles Peguy où gisaient des blessés et plusieurs morts, des bombes étant tombées à l'entrée du

faubourg Bourgnagne.

Ils avaient déjà secourus les blessés et allaient transporter les morts au garage Verdure, quand ils entendirent un bruit de moteurs derrière eux.

"Je me retournai et restai saisi de stupéfaction, nous dit M. Chapuis. Trois autos allemandes garnies de soldats et des side-cars arrivaient par le faubourg Bourgnagne.

J'ai regardé ma montre ; il était exactement 14 h. 32, un drapeau blanc flottait sur la première voiture, et un officier revolver au poing, se tenait debout à l'avant. Voyant notre attitude, l'officier nous fit signe de continuer notre besogne sans crainte. La colonne tourna la Motte-Sanguin. Une des autos monta sur le terre-plein comme pour s'engager sur le pont du chemin de fer. Le conducteur voyant qu'il ne pouvait pas passer rebroussa chemin et rejoignit les deux autres voitures qui avaient pris le quai du Fort-Allaume.

MM. Chapuis et Rosier étaient rentrés à Saint-Euverte pour prévenir le directeur de l'école, le R.P. Bouley.

Peu après, M. Chapuis revint à la porte donnant sur le mail vit arriver un fort détachement motorisé qui suivait à quelque distance les trois voitures d'avant-garde.

Des chars furent rangés sur le mail pendant que les soldats avec des mitrailleuses allaient occuper les carrefours.

Un détachement se mettait en devoir d'abattre un arbre de la Motte-Sanguin et d'établir un passage sur le pont de Vierzon à l'endroit où la ligne de chemin de fer est au niveau du boulevard.

Ce travail fut mené rapidement qu'avant 16 heures, des tanks s'engageaient sur le pont en empruntant la voie. Les deux autres ponts avaient sauté, mais ce sacrifice n'avait pas empêché les troupes de passer sur la rive gauche de la Loire.

Pendant que ces colonnes allemandes commençaient à s'installer dans la ville, des soldats français arrivés par le faubourg Bannier remontaient les boulevards vers le carré Saint-Vincent.

"Méfiez-vous, leur dit-on, les allemands sont là.

"Comment nous arrivons de Paris... Ils sont derrière nous". Ils n'eurent pas le temps de prendre des dispositions, des troupes motorisées arrivaient par le boulevard Saint-Euverte.

Une courte fusillade s'engagea. Des hommes tombèrent. Hélas, nos soldats, sans chefs, avec un armement très inférieur, durent se rendre. Ils furent désarmés. Les fusils brisés sur la bordure du trottoir, les casques, les cartouchières s'entassèrent bientôt sur le terre-plein du boulevard.

Les Français prisonniers furent emmenés à la Motte-Sanguin où un camp provisoire fut installé.

Dans toute la ville de fut la même stupéfaction à l'arrivée des troupes allemandes, on ne les attendait pas si vite et pas dans cette direction.

Une Orléanaise, Mme Pouplot, restauratrice, rue de la Charpenterie, nous a narré l'arrivée des premiers Allemands dans le quartier du Chatelet.

Elle avait encore servi le repas de midi à quelques pensionnaires et des réfugiés demeurés dans la ville. Les avions étant revenus bombarder les ponts, elle était descendue dans sa cave avec plusieurs personnes.

"Dans l'après-midi, nous dit-elle n'entendait plus de bruit, quelqu'un monta aux nouvelles. Il revint en hâte. "Montez vite cria-t-il". Nous sommes allés dans la rue et quelle ne fut pas notre surprise et notre émotion de voir les Allemands sur la place du Chatelet et des mitrailleuses braquées à chaque carrefour. Des soldats français qui venaient de se rendre étaient désarmés et erraient au milieu des Allemands. Les civils furent groupés vers la rue Pereira où un bureau était installé à laoucherie Lecoq. On les interrogea.

Tous les Orléanais furent invités à rentrer chez eux. Les réfugiés de Paris et de la région parisienne qui pouvaient rentrer par leurs propres moyens partirent également.

A tous les carrefours, des mitrailleuses étaient en batterie.

Les avions passaient encore mais ne bombaient plus. On enten-

dait le cañon gronder. Des batteries allemandes installées à l'est de la ville, tiraient sur la rive gauche de la Loire et des canons français installés dans le val ripostaient. Des mitrailleuses crépitaient sur la rive gauche du fleuve.

Dans la soirée, un détachement allemand motorisé arrivant par le faubourg Bannier se heurta près de la rue de Coulmiers, à quelque chenillettes françaises. Nos soldats se défendirent courageusement. Mais ils succombèrent, hélas, sous une force supérieure.

En ville, on ramassait les blessés.

Trois médecins auxiliaires du service de santé de Lyon soignaient les blessés sur le quai, près du pont de Vierzon.

On les amena au pensionnat Saint-Euverte où, aidés du R.P. Bouley, du chanoine Chapuis et de l'infirmière de l'école, ils purent installer des blessés.

Toute la nuit, éclairés par les cierges pris à l'église - l'électricité était coupée - ils continuèrent leur besogne auprès de 20 blessés militaires et 21 civils. Il y eut trois morts à déplorer. On les inhuma dans le parc.

Les médecins durent quitter un moment les blessés pour soigner une femme que l'on venait d'amener et qui mit au monde un enfant dans une classe du pensionnat.

De leur côté, les Allemands amenaient des blessés et installaient une ambulance provisoire.

Orléans, douloureusement meurtrie par la bataille vivait ses premières heures d'occupation.

La bataille pour le assage de la Loire.

Si l'on pose cette question à tous ceux qui demeurèrent à Orléans le 16 juin : quelle fut votre impression en voyant les Allemands entrer dans la ville ?... La réponse est partout la même : une grande surprise...

Certes, les nouvelles étaient mauvaises. On savait que les troupes désorganisées se repliaient en désordre, que l'adversaire arrivait de toute la vitesse de ses engins motorisés. Mais on ne le croyait pas si près ; On l'attendait du Nord ou de l'Ouest, de Paris ou de la Beauce. Il arriva par l'Est et occupa la ville sans rencontrer de résistance sérieuse.

Comment cette manœuvre put-elle se réaliser ?

Un journal allemand, le "West Front" nous en donne l'explication dans son numéro du 19 juin, sous la signature du sous-lieutenant Biebrasch.

Les troupes qui participèrent à cette opération venaient de Melun. Ils s'agissait d'une division d'infanterie avec son groupe motorisé.

Le premier objectif était Pithiviers. Au milieu des réfugiés affluant de la région parisienne, la colonne avance difficilement. Les hommes doivent pousser sur le bord des routes les voitures encombrant la circulation.

A Pithiviers, des troupes algériennes engagent le combat avec la colonne motorisée allemande. Une compagnie d'infanterie française, en ordre de marche, se trouvait à ce moment à hauteur des engins allemands. Ceux-ci sont plus rapides ; ils la dépassent et le feu des soldats algériens enveloppe la compagnie. Le tir cesse aussitôt pour ne pas atteindre des compatriotes.

Nos soldats dispersés doivent se rendre.

Et le journal poursuit ainsi :

"Le général allemand se décide à gagner Orléans avec ses troupes d'avant-garde, pour prendre en coup de main les ponts de la Loire. L'ordre du général se répand parmi les troupes motorisées : "Droit sur la Pucelle"... "on va à la ville de Jeanne la sainte". Déjà le décompte des prisonniers indique le chiffre de 2.000 et toujours croît le torrent ; les rues sont toujours encombrées des convois de réfugiés de Paris. Ceux que les chasseurs cuirassés désarment, s'arment à nouveau aussitôt que la grosse masse

des Allemands est passée. Dans les deux sections d'éclaireurs se tiennent ainsi des détachements de prisonniers en armes ; on n'a même pas le temps d'y penser. Il s'agit uniquement d'atteindre Orléans et d'arriver à temps aux ponts avant qu'ils ne sautent. Un groupe d'éclaireurs d'assaut, sous le commandement du lieutenant Meder, est envoyé en avant avec un détachement motorisé et trois canons de troupes blindés.

La surprise est grande dans le camp français. Mais il y a encore des officiers parmi eux, qui essaient de combattre. Derrière les éclaireurs se déroule une sauvage fusillade, qui oblige les troupes avancées suivant les éclaireurs à réduire tout d'abord les combats qui se passent dans leur dos.

Pendant que la masse s'écoule ainsi, et qu'elle atteint le premier pont, se présente sur l'autre partie du pont un soldat avec un drapeau jaune. Au premier abord on pense qu'il s'agit d'un parlementaire, mais il n'en est pas ainsi, car c'est un ~~soldat~~ sous-lieutenant allemand, qui a atteint la rive sud de la Loire avec ses trois pièces d'artillerie et a établi une petite tête de pont. Le pont de chemin de fer est occupé, complètement intact. A la dernière minute, un officier d'éclaireur a réussi à couper les cordons d'allumage déjà enflammés de 750 kilos d'explosifs, établis par le génie français."

Nous l'avons vu, c'est par le pont de Vierzon (que l'intervention de l'officier allemand empêcha de sauter), que les troupes motorisées purent passer sur la rive gauche de la Loire. Mais les premières voitures arrivées par le faubourg Bourgogne et que nous avons vu s'engager sur le quai du Port-Allaume avaient réussi à franchir le pont George V quelques minutes avant sa destruction.

La défense du pont George-V était assurée par une pièce d'artillerie d'un modèle ancien en batterie à l'entrée de la rue Dauphine, et quelques mitrailleuses disposées sur le quai. Des soldats des dépôts d'Orléans, dont quelques-uns étaient des récupérés incorporés quelques semaines plus tôt servaient ce matériel. Ils le firent avec un grand courage. Beaucoup furent tués sur place, et les survivants se replièrent que lorsque les Allemands, disposant d'armes très supérieures, eurent franchi le pont.

Dès que les premières voitures arrivèrent à l'entrée du pont, les mitrailleuses ouvrirent le feu. La petite colonne d'éclaireurs s'arrêta pour riposter. Elle ne réussit qu'à traverser la Loire qu'avec beaucoup de peine et en perdant une dizaine d'hommes.

"Je ne peux dire comment ce passage s'est effectué nous a raconté plus tard un soldat qui resta jusqu'au bout à une mitrailleuse. Nous étions harcelés depuis 24 heures par les avions. Quand nous avons vu les voitures, nous avons tiré. Des camarades tombaient autour de moi. Nous avons dû alors battre en retraite.

Le pont sauta au moment où la dernière voiture arrivait sur la rive gauche.

Les artilleurs qui, de leur côté, s'étaient défendus avenue Dauphine, durent se replier à leur tour.

Les Allemands installaient leurs trois petits canons à la tête du pont, tandis qu'une voiture allait au devant de la colonne arrivant par le pont de Vierzon.

A 17 heures, les premiers détachements d'occupation arrivaient à la Croix Saint-Marceau, et les quelques habitants restés dans le quartier sortaient des caves où les avaient tenu enfermés les bombardements.

Des mitrailleuses étaient braquées aux carrefours. L'armée allemande aménageait ses positions.

De Saint-Jean-de-Braye, des pièces d'artillerie tiraient au loin sur la Sologne où nos troupes se défendaient encore.

Premières journées d'occupation.

Lundi 17 juin. - Un radieux soleil se levait sur un tragique spectacle.

La bataille s'éloignait de notre ville, mais on commençait à mesurer l'importance du désastre. Dans le centre, tous les

magasins étaient fermés. Des maisons en ruines, les flammes s'élevaient et commençaient à dévorer les immeubles voisins. Des cadavres gisaient dans les rues.

Derrière l'église Saint-Paul, on avait eu la malencontreuse idée de placer, le samedi soir, une grosse pièce d'artillerie française. Les avions l'avaient vite repérée. Les servants, tués à leur poste demeuraient figés par la mort autour de la pièce et tout le quartier avait été détruit par les bombes lancées sur ce canon.

Les troupes allemandes s'installaient en ville.

Des mitrailleuses étaient en position à chaque carrefour. Des régiments traversaient la ville pour gagner par le pont de Vierzon la Sologne où la bataille continuait. Le canon tonnait au loin.

Fort peu de civils dans les rues. Les réfugiés avaient gangé pour la nuit des abris en banlieue, ou remontaient vers Paris. Les rares Orléanais demeurés chez eux n'osaient encore sortir. UN très grave problème allait se poser pour eux : celui du ravitaillement.

Plus de gaz, plus d'eau, plus d'électricité. Tous les magasins d'alimentation fermés. Il fallait suppléer à tout cela. Il est impossible de relater tous les dévouements qui se manifestèrent.

Ici, un de nos concitoyens de la rue Basse-d'Iggré qui réunit chez lui une dizaine de personnes. Elles vivent la plusieurs jours en partageant le peu de victuailles apportées par chacun. Ici ce sont des hommes qui font des kilomètres pour aller puiser de l'eau dans des puits en banlieue. Ce sont les petites sœurs des pauvres dans leur maison avec leurs vieux et leurs vieilles, et faisant des prodiges pour assurer leur ravitaillement. Ce sont les religieuses auxiliaires qui ne quittèrent pas non plus leur maison et secoururent les blessés et les réfugiés, et tant d'autres dont le dévouement anonyme passa inaperçu, qui soignèrent les malades; qui ravitaillèrent des vivillards, enfermés, tremblants de peur, dans leurs maisons.

Un boulanger fit du pain tous les jours, insouciant des bombardements, surmontant toutes les difficultés matérielles. Ce boulanger c'est M. Felix Dupont, employé à la boulangerie Brnardq rue Bannier.

Le dimanche matin, 16 juin, M. Dupont qui habite rue du Général Saraille, était venu rue Bannier avec un de ses voisins, M. Boucher. Des soldats, des réfugiés réclamaient du pain. Avec les moyens dont il disposait, M. Dupont avec l'aide de M. Boucher prépara une fournée.

L'électricité était coupée, il dut pétrir la pâte à la main. Pendant que la pâte levait, il rentra chez lui. L'après-midi, en dépit du bombardement, il revint à la boulangerie pour cuire le pain. La fournée fut aussitôt distribuée gratuitement à des réfugiés et à des soldats qui n'avaient pas trouvé de ravitaillement depuis la veille.

Le lundi matin, ne sachant encore s'il pourrait travailler, M. Dupont alla faire un tour en ville.

Les occupants s'installaient un peu partout. Il passa au milieu des soldats sans être inquiété. A l'entrée de la cathédrale un officier l'interpella. C'était pour lui demander où se trouvaient la statue de Jeanne d'Arc et le tombeau du cardinal Touchet.

Revenant rue Bannier, M. Dupont rencontra l'abbé Bourgoin, vicaire de Saint-Paterne, qui n'avait pas quitté le presbytère. D'accord avec lui, il décida de faire du pain. On réunit tous les hommes se trouvant dans le quartier. Ils n'étaient d'ailleurs pas nombreux. Une corvée fut organisée pour aller chercher de l'eau à Saint-Jean-de-la-Ruelle. Des lampes à acétylène trouvées à l'externat Saint-Paterne remplacèrent l'électricité.

Trois fournées, pétries à la main furent être cuites dans ces conditions.

On avait découvert que 50 réfugiés femmes en enfants, étaient restés dans ravitaillement, au centre d'accueil de la rue Arago. Ils furent servis les premiers. La distribution équitable du pain fut organisée. L'abbé Bourgoin servait et recevait l'argent. Le docteur Robert faisait la police dans le couloir pour éviter la bousculade. Le docteur fut, en effet, parmi ceux qui se dévouèrent sans compter pendant ces journées tragiques. Resté à Orléans avec sa fille, infirmière de la Croix-Rouge, tous deux rendirent à nos concitoyens les plus éminents services.

Pendant plusieurs jours, trois fournées de pain furent ainsi faites et distribuées à la boulangerie, Brnalard, avec les approvisionnements de cette maison et ceux d'une boulangerie voisine.

Le mercredi 19, M. Dupont put même distribuer 25 kilos de boeuf et 25 kilos de mouton qui lui avaient été remis par ordre d'un médecin militaire allemand.

Un autre boulanger ouvrit bientôt rue du Fil-à-Soie et un troisième rue des Charretiers.

A partir du mercredi, des soldats prisonniers firent du pain dans le fournil d'un boucanger du quai des Augustins. La grande difficulté était de se procurer de l'eau. Ceux qui vécurent ces journées se souviennent des longues courses vers les puits de la banlieue pour trouver de l'eau potable.

À l'hôpital, on devait aussi s'organiser avec des moyens de fortune. Il ne restait pour le service de la boulangerie qu'un affecté spécial et un vieillard de 74 ans, M. Delaguette. Tous deux travaillaient sans relâche, assurant le ravitaillement de l'établissement.

Le service de santé allemand avait occupé une partie de l'hôpital et de nombreux blessés allemands et français y furent amenés.

Il fallait de l'eau potable. Un charretier dut faire plusieurs voyages par jour, avec une tonne, pour prendre de l'eau au Réservoir de Saint-Jean-de-la-Ruelle.

On avait employé pour tous les blessés et malades soignés depuis le 15 juin une quantité considérable de linge. La buanderie naturellement ne pouvait être utilisée faute d'eau. Il y avait 11.000 draps à laver. Le personnel fit cette gigantesque lessive dans la Loire...

Une délégation municipale est constituée :
M. Mars est désigné comme maire

Toutes les bonnes volontés, tous les dévouements que nous avons signalés d'autres que l'on ignore, pouvaient permettre aux Orléanais de vivre tant bien que mal, plutôt mal que bien, pendant ces premières journées d'occupation. Mais les difficultés allaient croître.

Le ravitaillement était pratiquement impossible : il fallait prendre d'importantes mesures d'hygiène, notamment enterrer les morts gisant un peu partout, des mesures de police pour tenter d'arrêter le pillage, recueillir de malheureux malades de l'asile de Fleury que l'on avait laissé en liberté ; arrêter de dangereux individus évadés lors de l'évacuation de la prison et surtout lutter contre l'incendie qui prenait d'effrayantes proportions.

Il fallait pour cela que des représentants qualifiés de la population entrassent en contact avec l'autorité occupante. Dès le lundi 17 juin, plusieurs de nos concitoyens avaient tenté de savoir s'il restait à Orléans des représentants du pouvoir.

M. Mars, avocat, apprenait que M. le chanoine Viossat, archiprêtre de la cathédrale, ayant dû quitter son presbytère, sur lequel une bombe était tombée, causant des dégâts, n'avait pas voulu abandonner la ville et s'était réfugié à la sacristie de Sainte-Croix. Il alla lui rendre visite. Tous deux sortirent en ville pour offrir leurs services aux malheureux vieillards demeurés dans leurs maisons.

Ils se rendirent au retour à la Mairie et à la Préfecture. Les portes des deux édifices étaient closes.

D'autre part, ils apprirent auprès des officiers allemands que les services de la Kommandantur n'étaient pas encore arrivés.

Les troupes présentes ne faisaient que traverser la ville pour prendre le pont de Vierzon et aller continuer la bataille vers le sud.

De leurs côtés, d'autres Orléanais, MM. Malnoury, plâtrier, Dumont, professeur de musique, Merlin, avaient tenté les mêmes démarches sans résultat. M. Brach, représentant qui parle couramment l'allemand s'était mis à la disposition de M. Mars.

M. Barbet de Vauc, président de la Fédération des Cuirassés

de France et résident d'honneur des Médaillés militaires d'Orléans était lui aussi demeuré à Orléans, dans sa maison du boulevard de Chateaudun. Le lundi matin, il avait vu arriver les premiers motocyclistes allemands au quartier de Sonis, au moment où il sortait de chez lui pour travailler des personnes âgées demeurées dans le voisinage.

"Je suis allé ensuite en ville, nous dit M. Barbet de Vaux, place Dunois et dans les rues d'alentour toutes les maisons étaient fermées. Seule restait ouverte la pharmacie de Melle Boncourt. Je ne vis en ville aucun visage connu. Le lendemain je suis retourné dans le centre et j'eus la joie de rencontrer mon bon camarade Carrière des Médaillés militaires. Avec lui, je me suis mis à la recherche d'autorités locales. Il n'y en avait pas. Dans l'après-midi j'appris qu'un général allemand était à Orléans. J'allai le trouver. Je lui dis que j'étais un ancien combattant de la campagne de Chine de 1900. Vous n'ignorez pas que le corps expéditionnaire français, allemand, anglais était placé sous le commandement du Feldmarschal allemand Von Waldersse, qui faisait grand cas des qualités militaires des Français. Je dis au général que sous les ordres du général Voyron chef de la colonne française, j'avais combattu dans ce corps.

"Le général me reçut avec une grande courtoisie me félicitant d'être un "vieux combattant". Il ne devait pas rester à Orléans, mais il me signale que la Kommandantur s'installerait le lendemain à l'Hotel de Ville.

La même réponse avait été faite à plusieurs de mes concitoyens

Le lendemain matin, mercredi, une douzaine de civils se trouvaient devant l'Hotel de Ville où un officier allemand les interrogea. Il leur demanda leurs professions et en désigna dix qui seraient reçus à 16 heures par le commandant.

Une réunion historique. - M. Mars qui allait devenir "Bourgeoismeister", nous a dit ce que fut cette réunion historique. "J'y arrivai à 16 heures accompagné de M. Brach et du chanoine Viossat. Tout de suite on nous fit monter dans la salle du conseil municipal. Une pénible émotion nous étreignait à la vue de notre vieil hotel de Ville occupé. Quelles nouvelles allions-nous apprendre ? Allait-on nous considérer comme otages ?..."

Cinq officiers allemands étaient assis à la table. Au centre le chef de la Kommandantur et son adjoint. Quelques Orléanais : M. Pellé, adjoint au maire ; le docteur Robert, M. Carrière, le colonel Demougin, MM. Manouty et Merlin étaient debout dans la salle.

Le major nous fit signe de nous asseoir en face de lui et posa des questions que traduisait un inconnu, parlant mal le français. Heureusement, M. Brach comprenait bien ces paroles de l'officier. A deux reprises, celui-ci demanda si le maire était là.

Nous comprenons qu'il prend acte de l'absence de autorités et le commandant ajoute : "Y a-t-il un représentant de l'ancien conseil municipal ?"

M. Pellé s'avança.

"Monsieur acceptez-vous d'être maire ?" demanda l'officier.

M. Pellé se refusa. Son grand âge et sa mauvaise santé ne lui permettaient pas d'accepter une telle charge.

Le commandant invita alors ses concitoyens à désigner un maire. Ils se consultèrent et unanimement désignèrent M. Mars.

Ayant demandé à celui-ci s'il acceptait, l'officier se leva et dit :

"M. Mars, vous êtes maire d'Orléans."

Le chef de la Kommandantur donna ensuite les ordres et les instructions du commandant allemand.

Le conseil municipal était dissous, M. Mars s'entourerait d'une commission municipale qu'il désignerait en toute liberté. Il exercerait tous les pouvoirs du maire sur Orléans, et les communes limitrophes : Fleury, Saran, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Saint-Jean de Braye, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Pryvé. Il pourrait désigner pour ces dernières communes des maires si le maire élu était absent (ceci fut fait notamment pour Fleury, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Jean-de-Braye). Il serait entièrement responsable devant l'autorité occupante du respect des ordres donnés par celle-ci à la

population et de la tranquillité des rues. Il devait assurer immédiatement la mise à l'heure allemande des horloges de la ville, et rédiger une proclamation à la population l'invitant à garder le calme et à respecter les ordres, notamment en ce qui concerne le couvre-feu. Les magasins devaient rouvrir aussitôt que possible. La journée de travail serait de 9 heures. La vente de l'alcool était interdite.

La délégation se retira lorsque le chef de la Kommandantur eut pour que des mesures urgentes fussent prises pour le ravitaillement en eau. La nouvelle commission tint aussitôt une réunion dans le seul bureau qui fut libre, c'est-à-dire celui du chef de l'état civil. Les tâches furent réparties. M. Brach assurerait les fonctions d'interprète et de secrétaire général de la Commission. M. Pellé, serait chargé de l'état civil ; MM. le chanoine Viossat et le docteur Robert des questions d'hygiène et des sépultures ; MM. Carrière, le colonel Demougin, et Barbet de Vaux du ravitaillement en eau potable (Ils devaient d'urgence établir la liste des puits) ; M. Malnoury de la lutte contre l'incendie ; MM. Fayet et Merlin du ravitaillement.

Dès le lendemain la nouvelle mairie commençait son travail.

La lutte contre l'incendie.
La vie reprend dans la cité.

Dès le jeudi 20 juin la commission municipale se mettait au travail ; un employé de la mairie, M. Blusson était revenu et assura le service des bureaux aidé de personnes de bonne volonté ; une Orléanaise, Melle Dubic, deux parisiennes réfugiées, une employée du gaz de Paris et un comptable orléanais M. Bertrand.

Le brigadier-chef de police Pajon, assisté de quelques auxiliaires hâtivement recrutés fit la police dans la mesure du possible.

Quelques jours plus tard, M. Breton secrétaire du 1er arrondissement trouvait le commissariat avec l'aide d'un Orléanais volontaire, M. Henri Lemesle.

Tout de suite, M. Mars rédigea un appel à la population qui fut tiré au duplicateur et affiché en ville.

On établit une liste des puits pour les indiquer à la population.

On prit des mesures pour assurer le ravitaillement et aider les personnes qui s'étaient groupées dans certains quartiers de la ville.

Nous avons dit, en effet, les efforts des habitants du quartier Saint-Marceau, coupés du reste de la ville et qui s'étaient organisés autour de MM. Frontiny et Hemeray.

A Saint-Paterne, le docteur Robert, l'abbé Bourgoin, M. Dupont et d'autres assuraient le ravitaillement des personnes dans le quartier.

A Saint-Pierre-le-Puellier, M. Lemaire employé aux établissements Dessaux, et chef de l'abri aménagé dans cette entreprise était resté à son poste. Dans la nuit du samedi et la journée du dimanche il recueillit plus de 120 personnes dans cet abri et dans des caves voisines qu'il était allé reconnaître.

Les bombardements terminés, M. Lemaire d'accord avec les abbés Bourgoin et Viossat, ouvrit une cantine qu'un autre habitant du quartier M. Avril installa dans sa maison. Cette cantine fonctionna près de six semaines pour les sinistrés et les réfugiés. Les dames auxiliaires assurèrent les soins aux malades installés dans ce refuge.

Tout de suite on assura la réouverture de plusieurs boulangeries de quelques pharmacies, et le fonctionnement du service médical.

Dès le 23 juin, le docteur Segelle rouvrait des consultations gratuites à l'Hôpital. Quelques jours plus tard, le Dr René Lejeune reprenait le service chirurgical.

Le 22 juin, M. Henri Mars et le docteur Robert s'étaient rendus à cet établissement et avaient chaudement félicité le personnel laïc et religieux demeuré à son poste.

La lutte contre l'incendie. La tâche la plus urgente était de lutter contre l'incendie qui faisait rage dans toute la ville.

Dans la nuit du lundi au mardi, des heures sinistres s'élevaient dans le quartier Saint-Paul, rue des Turcies, rue D'illiers, rue des Carmes, et dans le groupe de maisons situé entre la place du Martroi et la rue de la Lionne.

Un vent violent s'était levé. Le feu se propageait par les toitures, avançait toujours. Des immeubles éloignés que l'on ne croyait pas menacés devaient, dans les jours qui allaient suivre, devenir la proie des flammes.

Pour combattre le feu, pas la moindre goutte d'eau, pas de matériel d'incendie. Ce furent encore des Orléanais volontaires qui s'attaquèrent au fléau dévorant le quartier.

Le jeudi, 20, le quartier de la rue du Colombier était particulièrement menacé. L'incendie allumé par les bombes tombées sur le "Select" avait gangé toute la rue. Le vendredi, il atteignait l'école Sainte-Croix, tandis que derrière brûlaient les archives, l'hôtel de la Boule-D'Or, les maisons de la rue de la Hallebarde et de la rue des Carmes.

Des pièces de bois enflammées avaient communiqué le feu au côté nord de la rue du Colombier et l'incendie s'étendait jusqu'à la rue de la Lionne.

Avec des moyens de fortune, un habitant de la rue du Colombier M. Billard, plombier, commença la lutte dès le jeudi, aidé d'une voisine Melle Girard de quelques hommes de bonne volonté : MM. Péan Torché, Ristin, Saillard, Goujon, et d'un Russe. Ils établirent une ligne d'échelles, prises chez M. Billard, de la rue du Colombier à la rue de la Lionne.

Sans relâche, pendant plusieurs jours, ils firent la part du feu rejetant dans les foyers les poutres en flammes, et ils purent arrêter le fléau qui aurait, sans leur intervention, dévoté tout le quartier.

Le samedi 22, un court rage permit d'avoir de l'eau, Melles Girard et Pellé, et Mme Le Cornu, barrèrent les ruisseaux, et, réunissant tous les récipients qu'elles purent trouver ; seaux, brocs, baquets, elles les emplirent d'eau. Grâce à cette eau... providentielle, les sauveteurs, auxquels s'étaient joints quelques hommes envoyés par la mairie purent éteindre les flammes, qui gagnaient les immeubles de la rue de la Lionne. M. Billard avait été blessé ; plusieurs autres sauveteurs eurent leurs vêtements brûlés. Ils continuèrent cependant leur besogne, et après quatre jours et quatre nuits d'efforts arrêtèrent le sinistre.

Dans les autres quartiers les courageux Orléanais et des soldats combattaient également le sinistre.

Rue des Carmes, M. Labbé, distillateur, et plusieurs de ses employés avaient réussi à enrayer l'incendie, mais ils durent se retirer et le feu recommença.

Un employé de la maison Richer put protéger cet immeuble.

Rue des Turcies, les flammes avaient gagné l'école supérieure. A l'aide de pompes des hospices et d'une pompe trouvée en ville, M. Lebrun, quelques employés de l'hôpital et des soldats arrêtèrent la progression du sinistre qui gagnait la rue Stanislas-Julien.

Place du Martroi, le côté Est fut épargné grâce à la présence d'un homme décuré seul au Crédit Lyonnais. C'est le veilleur de nuit de l'établissement, M. Joseph Maison, retraité des Tramways d'Orléans. Pendant tous les bombardements, ayant quitté son domicile 14, rue Emile-Zola, il demeura dans la Banque sans ravitaillement. Des éclats de bombes avaient brisé les vitres et la grande verrière et tordu les fermetures métalliques. Il demeura prisonnier dans l'immeuble. Fort heureusement, le dimanche, un habitant de la Barrière Saint-Marc, qui passait par là, put l'aider à démonter une grille et fut ainsi délivré.

Dans la soirée, vers 22 heures, un officier allemand et plusieurs soldats vinrent au Crédit Lyonnais. M. Maison leur expliqua qu'il avait la garde de l'agence. "Vous êtes un bon serviteur, dit l'officier. Demeurez ici". Et personne ne pénétra dans l'établissement. Grâce à la surveillance de M. Maison, l'incendie ne gagna pas cette partie de la place.

Pendant une semaine les ince dies, continuèrent. Le mardi 25 juin, à l'aube, le feu allumé par des pillards, prenait au Grand Bon Marché rue de la République.

Il fut rapidement éteint par le capitaine Moreau revenu avec l'adjudant Couchault et quelques pompiers.

Quelques heures plus tard, le feu était allumé de nouveau, dans le magasin et dans les étages supérieurs. Cette fois le sinistre était très grave. M. Billard qui avait terminé la veille son travail rue du Colombier, vint combattre le sinistre avec quelques pompiers et quelques personnes de bonne volonté.

Il y avait une arroseuse pleine d'eau. Mais on ne peut faire monter cette eau aux étages supérieurs. M. Billard réussit à amener une pompe abandonnée près de la Loire.

Les sauveteurs durent lutter non seulement contre l'incendie mais contre d'odieuses pillards qui, sous prétexte de les aider, pénétraient dans la maison pour dérober des vêtements.

Ce jour-là des pompiers de Paris, sous les ordres d'un lieutenant étaient arrivés avec leur matériel. Ils purent aider à éteindre les derniers foyers d'incendie.

Avant leur départ - et à la demande de M. Jeannin, inspecteur général des Ponts et Chaussées, attaché à la Préfecture du Loiret - les pompes permirent de puiser de l'eau à la Loire pour emplir les réservoirs de la gare. On put ainsi mettre en route des locomotives à vapeur, et évacuer des réfugiés qui attendaient dans la gare un moyen de transport pour regagner la région parisienne.

Le 25 juin, le nouveau préfet du Loiret, M. Jacques Morane était arrivé à Orléans.

Déjà la vie reprenait non sans difficultés.

Dès que le pont Royal fut rétabli, on amena une canalisation d'eau et des postes de distribution furent installés sur différents points de la ville.

Plus tard on put avoir l'eau à domicile, puis l'électricité, et, au mois d'août, le gaz.

Les magasins rouvraient, dans les quartiers épargnés le ravitaillement s'améliorait.

"Allons chercher du pain, voilà les ânes de Meung" disait-on pendant la disette de 1338. Comme autrefois, mais non pas à dos d'âne, (nous y revindrons peut-être) mais par camions la farine arrivait de Meung-sur-Loire.

Les réfugiés rentraient. Orléans tournait une page tragique de son histoire et la réparation du Républicain sous la forme provisoire des Informations Orléanaises, apportait les premiers renseignements et une première liaison entre les habitants.

Au cours des siècles, notre ville dont la vie fut si intimement liée à celle de la patrie française a connu bien des deuils et des ruines. Comme après le terrible incendie de 999, comme après le siège de 1429, comme après la guerre de religion, la voici encore en partie anéantie.

Trois musées, une église des quartiers commerçants, près de mille maisons ont disparu dans la tourmente. Des centaines de familles sont ruinées et sans abris.

Mais la vie doit continuer.

Dans son histoire d'Orléans, M. Louis d'Illiers, rapporte que six mois après le miracle de Jeanne d'Arc, le pont des Tourelles était reconstruit, quelques années plus tard, les ruines des faubourgs étaient relevées.

Le courage et l'union de nos ancêtres avaient réparé le désastre.

Les Orléanais du XIX^e siècle, héritiers de leurs qualités se mettront courageusement à l'ouvrage affirmant une fois encore qu'une ville comme la nôtre ne peut pas mourir.